

Communiqué du comité ONG

6 juillet 2021

24 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCÉS PAR L'AFD L'AFD accorde 17 millions d'euros de subventions aux OSC françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile

Le comité ONG de l'AFD du 6 juillet 2021 a validé l'attribution de plus de 17 millions d'euros de subventions (17 149 510 €) à 23 OSC françaises pour la mise en œuvre de 24 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 36 millions d'euros (36 357 342 €).

Ces projets apportent des solutions concrètes en matière de développement social et économique (travail décent, entrepreneuriat des femmes, insertion professionnelle des jeunes...), d'appui à l'éducation, d'agroécologie et agriculture familiale, de droits humains (lutte contre les violences faites aux femmes, protection de l'enfance, protection des migrants, démocratie et qualité de l'information), de santé (lutte contre le VIH, DSSR, lutte contre les épidémies) mais aussi d'appui au secteur associatif en France, et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale - ECSI (droits humains, engagement de la jeunesse, finance solidaire).

Un des projets au Liban est financé dans le cadre du partenariat entre l'Agence française de développement et la Fondation de France via l'opération « Solidarités Liban » lancée au lendemain des explosions sur le port de Beyrouth le 4 août 2020.

PROJETS DE TERRAIN

Ressources Humaines Sans Frontières – ReSolution : Expérimenter pour prévenir durablement le travail des enfants et le travail forcé au Costa-Rica et en Malaisie

Le projet vise à prévenir le travail des enfants et le travail forcé, à travers un programme de recherche-action. Le projet se déroule simultanément en Malaisie sur un site industriel (usine Polycore Malaysia) et au Costa-Rica sur un site de production de café (coopérative agricole Cerro Azul). Chacun des volets associe l'ensemble des acteurs locaux et est piloté en collaboration avec un partenaire de la société civile : l'association de défense des droits des travailleurs Tenaganita en Malaisie, et l'entreprise sociale spécialisée en agro-écologie Flora Nueva au Costa-Rica.

L'approche du projet est à la fois expérimentale, collaborative et opérationnelle : il s'agit de sensibiliser l'ensemble des acteurs (travailleurs, organisations représentatives, OSC, employeurs, donneurs d'ordre, autorités publiques locales et nationales) aux enjeux et aux risques du travail forcé, d'en analyser les facteurs et composantes, et d'expérimenter des solutions opérationnelles (outils de GRH, plans de gestion des tâches et de la main d'œuvre, filières de

recrutement, programmes éducatifs). Les résultats et solutions seront ensuite capitalisés et diffusés auprès d'un public élargi de professionnels du management, de l'innovation sociale et de la solidarité internationale.

Le projet cible 94 organisations (OSC, exploitations agricoles, entreprises, agences de recrutement...) et 900 personnes : personnel des OSC partenaires, travailleurs de l'usine Polycore (500 ouvriers) et de la coopérative Cerro Azul (200 travailleurs), personnel des agences de recrutement et entreprises donneuses d'ordre.

La subvention accordée par l'AFD pour ce projet s'élève à 193 510 €, soit 55 % du budget total, qui est de 352 000 €.

Partage – Appui à la revalorisation et l'amélioration de la qualité de l'offre éducative publique dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

Le projet vise à renforcer et à revaloriser durablement l'enseignement public fondamental en Haïti, en particulier dans le département du Nord-Ouest, une des zones les plus pauvres et les plus enclavées du pays. Il vise à améliorer la gouvernance et la qualité du système éducatif public, en agissant sur trois axes : le renforcement des structures d'encadrement et la formation des équipes pédagogiques ; la levée des obstacles à l'accès à l'école et le renforcement de la qualité des enseignements (fournitures et matériel pédagogiques, accompagnement des projets d'écoles et des conseils d'écoles, mobilisation des parents...) ; enfin, la mise en place d'outils de résilience aux catastrophes environnementales et sanitaires. Le projet est mis en œuvre sur le terrain par le partenaire haïtien de Partage, ADEMA, association créée en 2005 et intervenant dans le Nord-Ouest d'Haïti.

Le projet se déroule dans les 40 écoles publiques de la zone, réunissant près de 10 000 élèves des cycles préscolaire et fondamental. Il bénéficie également à l'ensemble des acteurs éducatifs et professionnels et aux familles : inspecteurs des BDS (bureaux de district scolaire), conseillers pédagogiques, directeurs des écoles normales et écoles d'application, directeurs d'établissement, enseignants (près de 750 personnes au total), plus les membres des comités de parents, comités de gestion, comités d'élèves ; ainsi qu'à 300 familles vulnérables qui recevront un appui spécifique.

La subvention accordée par l'AFD s'élève à 650 000 euros, soit 45 % du budget total qui est de 1 450 000 euros.

PARTAGE - Lift Obstacles IN Kids' future – LINK – Liban

Le projet Lift Obstacles IN Kids' future - LINK vise à réduire l'impact des troubles psycho-traumatiques sur la vie quotidienne de 1 280 enfants à Beyrouth victimes de la crise actuelle, et à leur offrir un cadre familial équilibré et sain. Il comprend des activités de soutien psychosocial et d'accompagnement scolaire à destination des enfants, et de sensibilisation des parents et des communautés pour un meilleur accompagnement et pour la protection des enfants.

A l'issue des deux années du projet, les enfants et leurs parents souffrant de troubles psychosociaux auront reçu un soutien adapté à leurs besoins et leur référencement éventuel vers des services adaptés. Les enfants et jeunes en situation de vulnérabilité se seront

maintenus dans le système scolaire et pourront s'orienter vers des parcours adaptés à leurs envies, besoins et compétences. Les compétences et moyens des équipes du Mouvement Social seront améliorées pour répondre aux besoins nés des crises.

Le projet est mis en œuvre par le Mouvement social, ONG libanaise créée en 1961 et qui travaille sur l'éducation, la protection de l'enfance et l'émancipation socio-économique dans une approche de développement local et en ciblant les populations en situation de vulnérabilité (populations pauvres, réfugiés, enfants). L'association PARTAGE accompagne le Mouvement social et mettra en place des sessions d'échange avec des experts français de l'aide psychosociale.

D'une durée de deux ans, le projet bénéficie d'une subvention de l'AFD de 500 000 €, soit 62% du budget total de 805 994 €.

Ce projet est cofinancé dans le cadre du partenariat entre l'Agence française de développement et la Fondation de France via l'opération « Solidarités Liban » lancée au lendemain des explosions sur le port de Beyrouth le 4 août 2020. La Fondation de France cofinance à hauteur de 100 000 €.

L'Œuvre d'Orient – HOPE CENTER – Beyrouth- Liban

Le projet porté par l'Œuvre d'Orient doit permettre aux hommes et aux femmes les plus vulnérables de démarrer ou de développer une Activité Génératrice de Revenus (AGR) et d'éviter ainsi de tomber dans la pauvreté. Les trois volets du projet sont les suivants : création à Beyrouth du Hope Center pour former et accompagner les entrepreneurs et entrepreneuses dans la création, la gestion et le développement d'AGR ; attribution de fonds par le Hope Center aux entrepreneurs et entrepreneuses sélectionnés et mise en place de formations et d'appui à la gestion financière ; et amélioration du « vivre ensemble » et des rapports intercommunautaires.

Il s'agit de la première subvention accordée à l'Œuvre d'Orient par l'AFD au travers du dispositif Initiative-OSC. L'Œuvre d'Orient est active au Liban depuis plus de 160 ans. Pour ce projet, elle s'associe à l'IECD, et à la Fondation libanaise Adyan et bénéficiera de l'expérience des responsables des Hope Center déjà mis en place par l'Œuvre d'Orient en Syrie.

La subvention apportée par l'AFD est de 450 000 €, soit un peu plus de 18% du budget total du projet qui est de 2 459 331 €.

CCFD – TERRE SOLIDAIRE - Education et engagement citoyen des enfants et jeunes de Gaza (Phase 3) – Palestine

En cours depuis 2014 à Khan Younès dans le sud de la bande de Gaza, le projet du CCFD-Terre Solidaire est destiné à accompagner les enfants, les jeunes et les femmes de Gaza pour qu'ils deviennent acteurs de changement dans leurs communautés.

Le projet sera mis en œuvre par l'ONG Culture et pensée Libre (CPL), partenaire du CCFD-TS depuis 2014.

Le projet comporte trois volets : l'appui à l'organisation CPL ; l'éducation et le renforcement de la citoyenneté chez les enfants ; et le renforcement du pouvoir d'agir et de changement des jeunes.

Il devrait toucher 1 400 enfants, dont la moitié de filles et 120 enfants en situation de handicap et 400 jeunes dont la moitié de jeunes femmes et 15 jeunes en situation de handicap.

La subvention accordée par l'AFD est de 850 000 €, soit 35% du budget total de 2,4 millions €.

ACTED – Renforcement de la capacité de la société civile à assurer la protection des femmes à risque et des survivantes de violence domestique en Asie centrale (Kirghizstan, Tadjikistan et Ouzbékistan)

Le projet vise à améliorer la protection des femmes face aux violences liées au genre au Kirghizstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

Le projet permet de former des plateformes locales de la société civile destinées à surveiller la mise en œuvre des lois et à signaler les violations des droits des femmes. Il apporte également son appui aux organisations de la société civile dans leur plaidoyer en faveur de politiques locales luttant contre la violence domestique.

Le projet appuie et forme les principales institutions et associations pour leur permettre de fournir des services complets, conformes aux normes internationales de qualité, comprenant des soins médicaux, un soutien psychologique et psychosocial, une aide juridique et un accompagnement vers l'autonomisation économique pour les victimes et les personnes à risque.

Le projet mobilise également les organisations de la société civile, les leaders des communautés, les chefs religieux et les personnes influentes sur le plan politique, afin d'éduquer et de sensibiliser sur les causes profondes de la violence domestique et les moyens de prévention. L'accent sera particulièrement mis sur la sensibilisation des femmes à leurs droits, et sur l'engagement des hommes à agir pour le changement au sein des communautés.

Le projet cible 6 000 femmes à risque et survivantes de violence domestique et concernera au total 1,2 million d'habitants.

La subvention accordée par l'AFD s'élève à 800 000 euros, soit 50 % du budget total qui est de 1 600 000 euros.

Frères des Hommes – Renforcement des capacités économiques et sociales des ménages paysans les plus vulnérables dans huit secteurs de la Province du Sud - Rwanda

Le projet propose des solutions pour améliorer la situation des paysans les plus vulnérables de la province du Sud au Rwanda, à travers un parcours d'accompagnement technique et social. Cet accompagnement permet d'améliorer les compétences et les pratiques des paysans, d'augmenter leurs revenus issus des activités d'agriculture et d'élevage, et de mieux exercer leurs différents droits politiques (citoyenneté, leadership, droits et devoirs, etc.).

Le projet renforce particulièrement les organisations communautaires de base (OCB), représentatives des paysans vulnérables, dans leur structuration et leur capacité à dialoguer avec les acteurs du territoire. Les OCB s'engageront dans des activités sociales, économiques et citoyennes pour renforcer le pouvoir d'agir de leurs membres.

Le projet propose des espaces de formation et d'échanges de pratiques entre paysans, et de développer des activités agropastorales respectueuses de l'environnement. Ces actions collectives solidaires seront élaborées avec les autorités locales, les écoles, les centres de santé et les paysans. Enfin, le projet propose un programme de sensibilisation dans les écoles, en agroécologie, nutrition, hygiène et planification familiale (en lien avec les centres de santé) ; des actions en faveur de la jeunesse seront également déployées.

Les bénéficiaires du projet sont les 4 000 paysans membres des 64 Organisations communautaires de base et leur famille, soit environ 16 000 personnes.

La subvention accordée par l'AFD s'élève à 600 000 euros, soit 54 % du budget total qui est de 1 106 258 euros.

EdM – Renforcement de l'employabilité des jeunes femmes et hommes, et appui aux Très Petites Entreprises, à travers un apprentissage au sein d'entreprises-écoles et un accompagnement adapté au Burkina Faso, Haïti, Sénégal et Togo – Phase 2

Démarré en novembre 2017, ce projet fournit un appui en matière d'insertion professionnelle et d'entrepreneuriat des jeunes. Au cours de la première phase, EdM a mis en place trois organisations d'appui à l'insertion professionnelle et à l'entrepreneuriat : « Emergence » au Burkina Faso, « Ligoden » au Sénégal et « Miawodo » au Togo ; la première phase a permis de poursuivre l'accompagnement à un précédent programme, « Osez l'Entreprise » en Haïti, dans la diversification de ses activités et vers l'atteinte de son autonomie.

Dans cette deuxième phase, EdM poursuit son appui aux partenaires locaux et les accompagne vers un modèle d'entreprise-école qui permet d'offrir un système d'apprentissage en conditions réelles aux demandeurs d'emploi et aux entrepreneurs, et de générer des revenus contribuant à leur propre viabilité économique, tout en participant au développement économique local.

Le projet prévoit d'accompagner 1 060 bénéficiaires dont 636 personnes devraient ainsi pouvoir accéder à un emploi ou à l'auto-emploi (80% de jeunes et 50% de femmes).

La subvention accordée par l'AFD est de 950 000 euros (soit 56,8 % du budget total qui s'élève à 1 672 386 euros).

Agrisud International – AGRiculture durable et dynamiques TERRitoriales dans les pays du Sud (AGRITER) – Côte d'Ivoire, Haïti, Madagascar, Laos, Sénégal - Phase 2

La 2ème phase du projet AGRITER vise à accompagner les acteurs des territoires (collectivités locales, services techniques, organisations professionnelles agricoles, associations, très petites entreprises, etc.) à développer des dynamiques économiques et sociales afin de promouvoir une agriculture familiale durable.

Le programme se décline en différents projets dans les pays, permettant d'accompagner la transition agro-écologique des territoires et des exploitations familiales dans cinq pays (Haïti, Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar et Laos). Il permet aussi de diffuser les savoirs et savoir-faire dans les pays d'intervention d'Agrisud (création d'un centre de ressources numériques, sensibilisation du grand public, plaidoyer autour de l'agroécologie, des systèmes alimentaires durables et des filières écoresponsables).

Le projet bénéficie à 40 collectivités territoriales du Sud, 9 301 exploitations agricoles soit au total 15 301 producteurs (dont 7 462 femmes), 189 très petites entreprises de services en amont et en aval de la production, 61 partenaires locaux engagés dans les actions de terrain, 16 établissements d'enseignement général et professionnel du Sud et 3 840 jeunes et étudiants.

La subvention accordée par l'AFD est de 2 100 000 euros (soit 54 % du budget total qui s'élève à 3 857 135 euros).

Terre et Humanisme – Agroécologie et souveraineté alimentaire pour le Sud de la Méditerranée (AMED) - Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Liban

Le projet AMED permet de renforcer la souveraineté alimentaire des pays du bassin méditerranéen par la promotion d'une agriculture paysanne et familiale, qui préserve l'environnement, valorise le métier de paysan, contribue à la résilience aux changements climatiques, et répond aux besoins de consommation des populations.

Pour cela, T&H s'appuie sur six partenaires locaux engagés dans la diffusion de l'agroécologie avec qui elle a déjà tissé des liens de proximité en formant douze animateurs en agroécologie entre 2018 et 2020. Avec son réseau de partenaires, T&H vise à diffuser plus largement encore l'agroécologie.

Plus spécifiquement, le projet consiste à renforcer la professionnalisation des acteurs locaux, mettre en place des actions concrètes de diffusion de l'agroécologie à l'échelle locale, et accompagner la dynamisation du réseau d'échange méditerranéen, contribuant ainsi à la diffusion large des bonnes pratiques agro-écologiques.

Le projet appuie directement six structures partenaires et leurs dix-huit membres, ainsi qu'aux dix animateurs qui diffuseront les pratiques agro-écologiques auprès de 500 paysans et paysannes (dont 30% de jeunes et 30% de femmes).

La subvention accordée par l'AFD est de 220 000€, soit 52% du montant total qui est de 424 844 €.

Santé Sud – Promouvoir la santé, les droits sexuels et reproductifs et la santé infantile dans les zones rurales d'Analamanga à Madagascar

Le projet vise à améliorer l'offre de soins maternels et infantiles et à promouvoir les droits sexuels et reproductifs en zone rurale dans trois districts de la région d'Analamanga, au centre de Madagascar. Il prolonge et enrichit un projet pilote qui a permis, en 2020, l'installation de huit sages-femmes libérales dans des postes de santé privés (cabinets d'accouchement communautaires) ainsi que le déploiement d'un dispositif de sensibilisation communautaire. Le projet favorise également la contribution des OSC locales (notamment l'association des sages-femmes et celle des médecins communautaires) à l'amélioration des connaissances en matière de santé sexuelle pour les femmes et les jeunes.

Le coût total du projet est de 640 000€ et la participation de l'AFD est de 320 000€, soit 50%.

ACCESMAD - EDUCMAD Plus 2024 - Amélioration significative de l'éducation scientifique dans les lycées de Madagascar à l'aide de la pédagogie active et de TICE - Phase 2

Lancé en 2004, le projet EDUCMAD a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'éducation à Madagascar, en particulier de l'enseignement des sciences dans les lycées. La phase 1 a permis de déployer une médiathèque en ligne dans une centaine d'établissements malgaches dans 14 des 22 régions malgaches (soit plus de 5 000 ressources pédagogiques). Le projet forme aussi les enseignants à l'utilisation de la médiathèque et à la pédagogie active, centrée sur l'élève.

Le projet EDUCMAD PLUS 2024 (phase 2) poursuit son objectif d'amélioration de l'enseignement scientifiques à Madagascar, en ciblant en particulier la qualité des outils, la pédagogie et la structuration du dialogue avec le ministère de l'Education. Pour cela, cette phase propose trois axes de travail : améliorer la mise à disposition des ressources éducatives numériques, développer la mise en pratique de pédagogies innovantes par les enseignants et renforcer le volet partenarial avec les partenaires stratégiques du projet, ainsi que la bonne gouvernance des acteurs, du projet, des infrastructures et du matériel.

Le programme EDUCMAD PLUS 2024 est porté conjointement par ACCESMAD et IVO SIANSA, une association malgache d'enseignants en sciences. Le GREF fournit son expertise pédagogique.

Le projet cible 110 lycées, 60 000 élèves et 750 enseignants, 9 grands formateurs, 14 DREN, 28 CISCO.

La subvention accordée par l'AFD s'élève à 240 000 euros, soit 47% du budget total (507 300 €).

Univers-Sel – Ndappe O Diem - Partenariat pour une production familiale valorisée et durable du sel du Sine Saloum - Sénégal

Le projet Ndappe O Diem a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des producteurs de sel artisanaux de trois communes du Sine Saloum au Sénégal grâce à l'émergence d'une organisation collective. Cette organisation permettra de mutualiser une partie des récoltes et donc des opérations post-récolte (transport, stockage, iodation, conditionnement, commercialisation) et d'augmenter ainsi la valeur ajoutée apportée par les exploitations familiales tout en contribuant à la lutte contre les carences en iode.

Ainsi, le projet soutiendra la production familiale de sel, soumise à la concurrence de la production industrielle qui se développe fortement. Les revenus des petits producteurs artisanaux sont en baisse et les exploitations familiales éprouvent des difficultés pour valoriser leurs récoltes et proposer sur le marché un sel de qualité. Le projet permet également de mettre en place une stratégie d'iodation du sel artisanal, permettant ainsi de répondre à un problème de santé publique au Sénégal où 30 % de la population est carencée en iode.

Univers-Sel, association principalement constituées de producteurs de sel artisanal de Guérande, mettra en œuvre ce projet avec deux partenaires : le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN) et l'ONG Concept.

Le projet s'appuie sur un projet pilote développé depuis deux ans par les mêmes partenaires sur les mêmes territoires. Il accompagne 1 150 producteurs et productrices rassemblés en 13 organisations (12 GIE dans les communes de Palmarin, Djilasse et Loul Séséné et une fédération communale de producteurs à Palmarin).

D'une durée de trois ans, ce projet est d'un montant de 1,2 millions d'euros, cofinancé par l'AFD à hauteur de 550 000 euros (46 %).

SOLIDARITES INTERNATIONAL – RECAPAC- Renforcement des capacités de la société civile et des acteurs locaux du Nord Kivu pour prévenir et répondre aux risques épidémiques - RDC.

Le projet RECAPAC de Solidarités International vise à améliorer la gouvernance, les capacités et l'autonomisation des différents acteurs locaux (communautés, société civile, services d'eau-hygiène-assainissement et services de Santé), pour renforcer leur efficacité dans la prévention des épidémies dans la province du Nord Kivu en RDC, au sein des trois zones de santé (Béni, Oicha et Mabalako).

Le projet se décline en trois volets : renforcer l'ONG locale FAEVu qui peut ensuite, en cascade, accompagner les acteurs locaux dans la prévention des épidémies, diffuser et faire respecter les gestes barrières et les consignes sanitaires de base en encourageant des changements de comportements au sein des communautés et, enfin, renforcer la gouvernance (dont la participation citoyenne) et la performance des services d'eau potable et d'assainissement urbains et ruraux .

Le projet bénéficie directement à plus de 210 structures (organisations de la société civile locale, sociétés privées, les régies des eaux territoriales urbaines et rurales), et indirectement à plus de 700 000 personnes (l'ensemble de la population des 3 zones de santé de Béni,) et 13 institutions publiques communales, provinciales et nationales de la RDC.

Solidarités International décline ainsi une approche Nexus Développement -Humanitaire pour lutter contre la propagation des épidémies qui sévit dans la région du Nord Kivu en RDC.

Solidarités International bénéficie d'une subvention de 900 000 € de l'AFD, soit 55% du montant total du projet qui s'élève à 1 636 364 € sur 3 ans.

BICE – Enfance Sans Violences - Synergies pour briser le cycle de violence et de délinquance impliquant les enfants et en réhabiliter les victimes au Pérou, Côte d'Ivoire, Géorgie et Ukraine.

Le projet "Enfance Sans violences" vise à endiguer le cycle de la violence et de la délinquance impliquant les enfants en Côte d'Ivoire, Pérou, Géorgie et Ukraine. Il s'articule autour de deux lignes d'actions, l'une orientée vers la prévention, l'autre vers la réhabilitation.

Le volet prévention permet de renforcer les compétences de tous les acteurs afin de prévenir la violence. Il propose un cadre méthodologique pluridisciplinaire présentant les différentes manifestations des violences contre les enfants, et les outils nécessaires pour les prévenir. Leurs familles et les institutions sont ainsi associés dans les activités du projet.

La stratégie de réhabilitation s'efforce de prendre en charge, grâce à un accompagnement pluridisciplinaire qualitatif et personnalisé, les enfants qui se sont retrouvés dans le cycle de la violence et de la délinquance.

Ainsi, le BICE et ses partenaires vont former les professionnels de la Protection de l'Enfance aux mécanismes de réhabilitation psychologique, juridique et de réinsertion socio-professionnelle des enfants. Une stratégie de plaidoyer au niveau local et international, impliquant ainsi les bénéficiaires eux-mêmes dans la défense de leurs droits fondamentaux, renforce les actions concrètes menées par le projet.

Le projet envisage d'accompagner près de 12 000 enfants pour les activités de sensibilisation et d'accompagnement psychologique, juridique, social et des dispositifs de réinsertion économiques. 4 500 parents amélioreront leurs connaissances sur les formes de violence, 1 800

professionnels (psychologues, opérateurs de justice, professionnels œuvrant pour la Protection de l'Enfance, enseignants etc.) auront renforcé leurs compétences et partagé leurs expériences, 4 associations locales bénéficieront directement d'actions de renforcement de leurs politiques internes de Protection de l'Enfance.

Le BICE bénéficie d'une subvention de 380 000 € de l'AFD, soit 55% du budget total du projet qui s'élève à 692 925 € sur 3 ans.

Reporters sans Frontières - L'Initiative sur l'information et la démocratie et la Journalism Trust Initiative : deux initiatives structurantes renforçant le droit des sociétés civiles à l'information fiable

En 2018, RSF lance deux grandes initiatives pour lutter contre le chaos informationnel : l'Initiative internationale pour l'information et la démocratie d'une part et l'initiative dite *Journalism Trust Initiative* (JTI) d'autre part. Elles visent à accompagner la régulation et l'autorégulation de l'espace mondial de l'information. Le projet permet donc de soutenir le déploiement et la déclinaison concrète de ces initiatives dans les cadres de régulation et les pratiques journalistiques au Sud. Après des projets pilotes en Tunisie (2020) et en Afrique francophone (2021), RSF élargit son périmètre géographique d'intervention à 8 pays (Tunisie, Liban, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin, RDC, Mali).

Les objectifs du projet font écho aux trois grands volets des initiatives : la Déclaration, le Forum, la norme JTI. Le premier objectif travaille sur les principes : il vise à étendre le nombre de pays CAD signataires de la Déclaration sur l'Initiative internationale pour l'information et la démocratie, principalement via des activités de sensibilisation et plaidoyer.

Le second objectif œuvre à l'application de ces principes en lien avec le Forum, organisme de mise en œuvre des initiatives : il permet d'élaborer des recommandations, via des groupes de travail, des formations et des publications.

Le troisième objectif renforce les pratiques des médias locaux au regard de la certification JTI et leur donne les moyens de s'autoévaluer, et privilégie pour cela des activités de sensibilisation et d'accompagnement des médias et du marché de la certification.

Les deux premiers objectifs sont mis en œuvre dans 6 pays (tous sauf Mali et RDC) avec des partenaires locaux. Le troisième objectif concerne uniquement le Mali et la RDC, en partenariat avec deux OSC internationales (Fondation Hironnelle Suisse, Fondation Canadienne Journalistes pour les Droits humains) et leurs réseaux et partenaires locaux.

In fine le projet vise à augmenter le nombre de signataires de la Déclaration (2 nouveaux Etats CAD, soit 44 pays signataires au total, dont 10 CAD), à constituer deux réseaux régionaux de la société civile (dont au moins 30% de pays CAD) et à faciliter la certification de 4 à 6 médias selon la norme JTI.

Près de 60 contributeurs locaux issus de la société civile participeront au projet et 80 médias (et un organe de certification) seront sensibilisés à la norme JTI. L'AFD cofinance le projet à hauteur de 550 000 euros, soit 55% du budget global de 1M€ sur 3 ans.

AIDES – Pérennité - Leadership – Autonomie – Structuration des organisations communautaires de lutte contre le VIH par le renforcement de leurs leaders pour tenir un rôle majeur dans la société civile (PLAS) – Mali, Burkina Faso, Sénégal, Burundi, Maroc, Equateur, Bolivie, République de Maurice

A travers ce projet, AIDES, en consortium avec Coalition PLUS, souhaite renforcer structurellement et de manière pérenne huit organisations communautaires de lutte contre le Sida, issues de la société civile du Sud et membres de Coalition PLUS. Cette structuration passera dans un premier temps par l'identification et la réalisation des priorités stratégiques des associations communautaires. Dans un second temps, le projet renforcera leur légitimité et leur leadership en travaillant sur la vie associative et leur gouvernance. Enfin, il valorisera les bonnes pratiques pour dupliquer l'expérience. La valeur ajoutée du projet est de coupler financements structurants et modèle adapté de renforcement de capacités, apportés par AIDES et Coalition PLUS dont l'expertise technique est indiscutable en milieu francophone notamment.

Ce projet vise une meilleure reconnaissance au niveau national et régional des huit associations bénéficiaires, ARCAD Santé PLUS (Mali), REVS PLUS (Burkina Faso), ANCS (Sénégal), ANSS (Burundi), ALCS (Maroc), Kimirina (Equateur), IDH (Bolivie), PILS (République de Maurice). Les bénéficiaires sont les équipes de direction et de coordination des huit partenaires, les élus, bénévoles/volontaires des associations, les équipes salariées des associations et de façon indirecte, les associations communautaires bénéficiaires de chaque Plateforme et leur file active de patients vivant avec le VIH.

La subvention accordée s'élève à 2 400 000 euros, soit 51% du budget total de 4 703 423 euros du projet de 3 ans.

Inter Aide – Santé materno-infantile en zones rurales isolées – Guinée, Madagascar, Malawi, Mozambique

Ce programme permet d'améliorer la santé des jeunes enfants en zones rurales isolées, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique et en Guinée. Il est structuré en deux volets. Le premier volet consiste à améliorer l'accès aux soins de base pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes dans le cadre de la santé reproductive. Ce travail s'appuie en premier lieu sur de la sensibilisation pour améliorer les comportements des familles en termes de prévention et de recherche de soins, et en second lieu sur un appui au système de santé pour une prise en charge de proximité. Le second volet vise à pérenniser les dispositifs mis en place, aussi bien par leur institutionnalisation que par le renforcement structurel d'acteurs de la société civile.

En fin de programme, 268 000 personnes auront participé aux sessions de sensibilisation, 242 000 enfants de moins de cinq ans auront eu accès à des soins de proximité améliorés, 2 000 personnels de santé auront été formés et 2 400 membres de comité de santé villageois auront été accompagnés.

Le financement accordé par l'AFD à ce programme s'élève à 1 650 000 euros, soit 45% du budget total de 3 670 469 euros sur 3 ans.

Enfants d'Asie – YUNIT - Youth United for Networks and Information Technologies under Covid-19 - Philippines

Le projet YUNIT est une réponse intégrée de protection de l'enfance, d'éducation en situation d'urgence et de développement social de plus long terme pour faire face aux inégalités structurelles d'accès à l'éducation et à un enseignement de qualité aux Philippines, fortement renforcées par la crise de Covic-19.

Alors que les élèves philippins ne sont pas retournés à l'école depuis mars 2020, leurs conditions de vie et de scolarisation se sont particulièrement dégradées dans les régions les plus pauvres du pays. Sur l'île de Cebu, les quartiers précaires urbains et péri-urbains de Cebu city ainsi que les zones rurales où le projet sera déployé, les politiques d'éducation à distance mises en place par le gouvernement central ne sont pas effectives et ne peuvent être mises en œuvre en l'absence des moyens et des compétences nécessaires.

YUNIT agit en partenariat avec les associations parents-enseignants présentes dans chaque établissement scolaire pour le développement de l'école et de ses élèves. Elles sont associées aux quatre axes d'intervention du projet qui permet :

- D'équiper les neuf établissements scolaires en outils numériques, d'améliorer la connectivité de leurs 10 000 apprenant·es, de former 90 enseignant·es à leur utilisation et à l'enseignement des TIC pour lutter contre la fracture numérique et améliorer l'accès à l'éducation à distance ;
- De renforcer les capacités des parents, des enseignant·es et des écoles pour renforcer la qualité de l'enseignement, prévenir la déscolarisation, assurer la protection de l'enfance et accompagner plus globalement leurs familles ;
- De soutenir 200 enfants et leur famille particulièrement défavorisés par une assistance financière et alimentaire, une aide à l'insertion socio-professionnelle, un suivi psycho-social et un accompagnement pour développer des activités génératrices de revenus ;
- D'accompagner 2 000 jeunes vers l'emploi par le biais d'un suivi individuel et du renforcement de leurs compétences transversales (langues étrangères, informatique...).

Le financement accordé par l'AFD à ce premier projet d'Enfants d'Asie s'élève à 588 000 euros, soit 54% du budget total de 1 083 707 euros pour 3 ans.

EMPOW'HER – Projet d'émergence d'un réseau d'entrepreneuriat durable au Niger

Le Projet d'Emergence d'un Réseau d'Entrepreneuriat durable au Niger pour l'Autonomisation économique et sociale des femmes (PERENIA) vise à soutenir un développement économique inclusif, porté par des femmes actrices du changement. Le projet vise à faciliter l'accès des femmes aux droits socio-économiques et aux ressources, à soutenir la mise en œuvre d'accompagnements de qualité dans le secteur rural et à créer un dialogue sur le rôle social et économique effectif des femmes au sein de la société. De façon transversale, le projet promeut une agriculture verte locale, avec les femmes au cœur des efforts pour mieux préserver l'environnement. Ainsi, les partenaires Empow'Her France et Empow'Her Niger veulent faire reconnaître les femmes comme actrices incontournables face aux enjeux environnementaux et économiques. Le projet s'articule autour des trois objectifs suivants :

- Renforcer la place des femmes au sein des chaînes de valeur agricole. Le projet entend leur apporter un soutien concret en commençant par réduire les barrières d'accès aux

savoirs et à la terre, et en impulsant des projets entrepreneuriaux à plus forte valeur ajoutée dans une logique de filière ;

- Renforcer les professionnels du secteur de l'accompagnement à l'entrepreneuriat par l'acquisition de compétences en matière d'inclusion économique des femmes, leur permettant de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes agricultrices ;
- Engager un travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès de parties prenantes ciblées (jeunes, autorités et communautés locales) pour les mobiliser sur les enjeux d'autonomisation et d'accès aux droits des femmes au Niger.

Le projet se déroulera dans les régions de Niamey, Tahoua, Maradi. Il cible plus de 8 000 femmes agricultrices réparties sur 160 groupements agricoles, 40 ambassadrices de l'agriculture durable, 15 entrepreneures sur la chaîne de valeur agricole et 50 formatrices et formateurs.

La subvention accordée par l'AFD est de 490 000 euros sur un projet total de 907 474 euros sur trois ans, soit 54% du budget.

Forum Réfugiés COSI – Appui à l'engagement de la société civile dans la promotion et la protection des migrants – Niger

Le projet PROMIG a pour objectif de soutenir l'engagement de la société civile dans la promotion et la défense des droits des migrants, des personnes déplacées internes et des réfugiés/demandeurs d'asile au Niger, en consolidant la dynamique de réseau naissante. Pour cela, il vise à :

- Structurer les organisations de la société civile autour de la défense des droits des migrants, en soutenant le Réseau Migration Développement et Droits Humains (REMIDDH), en accompagnant la vie du collectif et en renforçant les compétences des organisations membres ;
- Renforcer les capacités d'action des organisations de la société civile en faveur de l'accès aux droits des migrants : il s'agit d'identifier les personnes particulièrement vulnérables parmi les migrants et d'appuyer les actions concrètes proposées par des organisations de la société civile en vue de leur porter assistance ;
- Accompagner la mobilisation des organisations de la société civile se mobilisant en faveur d'une politique migratoire respectueuse des droits de l'Homme : l'objectif est de créer les conditions d'un débat sur la question migratoire, étayées par des travaux de recherche universitaire, au sein d'une espace de dialogue et de concertation entre OSC et pouvoirs publics.

Le partenaire local, Jeunesse-Enfance-Migration-Développement (JMED), créé en 2013, est à l'initiative du Réseau Migration Développement et Droits Humains (REMIDDH), qui regroupait une quinzaine de membres à sa création. Il a déjà travaillé avec la GIZ (projet « Appui conseil en matière de politique migratoire au Niger ») et Mercy Corps. Privilégiant une approche basée sur la concertation, JMED collabore avec de nombreux protagonistes de la question migratoire au Niger, dont la Commission nationale des Droits Humains (CNDH), l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (ANLTP), le Groupe d'Etudes et de Recherche Migrations, Espaces et Société (GERMES) de l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

Le financement accordé par l'AFD est de 480 000 euros, pour un budget total de 872 029 euros, soit 55 %.

INTÉRÊT GÉNÉRAL

AEDH – Consolidation de la Plateforme Droits de l'Homme (PDH) – Phase 2.

Pour répondre aux spécificités et besoins particuliers des ONG françaises actives en matière de droits humains, la Plateforme Droits de l'Homme a été créée en Septembre 2017. Il s'agissait alors de structurer un espace commun d'échange, de renforcement et de représentation dédié aux ONG françaises actives dans le champ des droits humains à l'international, quelles que soient leur géographie et leur thématique d'intervention.

Après une première phase (2018-2021) de mise en place et de croissance de la plateforme (passée de 11 membres en 2017 à 23 en 2021), cette nouvelle phase vise à renforcer sa visibilité et son influence. Etre plus connue et reconnue, faire que l'influence de la plateforme croisse, consolider son fonctionnement en assurant la participation de tous, et se projeter en conduisant collectivement une réflexion stratégique sont les grands chantiers de cette seconde phase. Ils contribueront à asseoir la vision à 3 ans de la plateforme : ancrer sa place dans la coopération en tant que réseau de référence représentatif des ONG françaises impliquées sur les droits humains à l'international.

S'agissant du fonctionnement, l'enjeu principal de la PDH est de croître raisonnablement et d'animer la participation de tous. S'agissant de l'influence, il s'agira de développer les actions de plaidoyer et de communication pour que la PDH soit davantage identifiée comme un interlocuteur de référence dans le domaine des droits humains. S'agissant du renforcement des capacités, il s'agira d'étendre et de diversifier les formations et modalités d'échanges entre membres.

Le projet bénéficie en premier lieu aux membres de la plateforme (soit 23 OSC françaises représentant 1070 personnes). Il apporte également un appui aux partenaires locaux de leurs projets, aux réseaux d'OSC partenaires de la PDH (Coordination Sud, HRDN, Groupe Enfance etc.) et aux autres OSC françaises non membres, ainsi qu'aux pouvoirs publics français et européens avec lesquels la plateforme renforcera son dialogue (MEAE, AFD, CNDSI).

L'AFD cofinance le projet à hauteur de 263 000 euros, soit 60% du montant global du projet de 438 800 euros.

Solidarité Sida – Responsabilisation de la jeunesse – Phase 2

La deuxième phase du projet d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale porté par l'association Solidarité Sida a pour objet d'informer la jeunesse sur les Objectifs de développement durable, de les responsabiliser et de les inciter à l'engagement. Pour ce faire, il propose deux axes d'intervention : le premier vise la sensibilisation d'un large public de jeunes et militants associatifs à ces enjeux des ODD, via la publication de contenus de sensibilisation digitaux tout au long de l'année, via les rencontres d'information In Vivo et via les dispositifs de sensibilisation mis en place lors de deux éditions du festival Solidays 2022 et 2023. Le second propose de promouvoir l'engagement et la mobilisation citoyenne des jeunes, avec le recrutement et l'accueil de nouveaux bénévoles tout au long de l'année, les activités de valorisation des bénévoles et militants durant le festival Solidays et la diffusion de contenus digitaux visant à valoriser l'engagement citoyen.

C'est, en fin de projet, 3 millions de jeunes qui auront été destinataires de contenus sur les ODD, cent personnalités engagées pour appuyer les messages, 750 contenus digitaux à leur

destination, deux éditions du Festival Solidays proposées, 45 séances de formation des jeunes militants à l'année, cent OSC qui se seront mobilisées auprès des jeunes, 1 500 nouveaux bénévoles recrutés, et une association Solidarité Sida qui aura approfondi son positionnement sur ces sujets auprès des jeunes.

La subvention accordée s'élève à 700 000 euros, soit 44% du budget total de 1 599 257 euros sur trois ans.

FAIR – Finance solidaire et solidarité internationale - phase 2

Le collectif FAIR est issu de la fusion de Finansol, acteur historique de la finance solidaire, et de l'iilab, laboratoire d'innovation sur l'investissement à impact. Le collectif FAIR - Financer Accompagner Innover Rassembler - se donne pour mandat de fédérer les acteurs de la finance à impact social et à l'international et de devenir un pôle d'expertise français dans le domaine. La finance solidaire représente en effet une part marginale (0,29 %) du patrimoine financier des Français malgré une croissance rapide depuis plus de trente ans et la part des financements solidaires consacrés à la solidarité internationale est encore très limitée (inférieure à 5%).

Avec le soutien de l'AFD, de 2018 à 2020, Finansol a travaillé à la promotion de la finance solidaire pour la solidarité internationale, en France comme dans les pays en développement. Le projet *Finance solidaire et solidarité internationale* désormais porté par le collectif FAIR, poursuit ces actions.

Via des événements et différents partenariats, le projet porte des messages destinés aux épargnants : le Baromètre de la finance solidaire (en partenariat avec La Croix), la Semaine de la Finance Solidaire (chaque année en novembre), les Grands prix de la finance solidaire (en partenariat avec Le Monde). La visibilité du site Internet financerlasolidariteinternationale.org sera renforcée (pour une audience élargie et diversifiée).

Le projet cible aussi les établissements financiers pour les amener à diversifier leur offre de produits solidaires en faveur de la solidarité internationale, et les OSI pour qu'elles s'approprient ces sources de financement. FAIR table sur une augmentation annuelle de 13% pour l'encours d'épargne comme pour le volume des financements, et sur 50 000 nouvelles souscriptions chaque année de produits d'épargne dirigés vers la solidarité internationale.

Enfin, le projet prévoit d'accompagner des initiatives de finance solidaire et à impact dans plusieurs pays intéressés pour développer localement de nouveaux moyens de financement, et disposant d'un écosystème proche de l'économie sociale et solidaire.

Le budget total du programme est de 600 000 € pour trois ans, dont une subvention de 325 000 € (54%) accordée par l'AFD.